

prêtres, leurs subordonnés, leur tracent des règles de conduite, leur signifient des ordres ou des défenses auxquels est due soumission. Cette subordination du prêtre à l'évêque est de droit, non-seulement divin et ecclésiastique, mais encore de droit civil, d'après la constitution organique et la discipline admise de tout temps en France. Or, c'est pour s'être conformé à ces principes de subordination, non moins légale que canonique, que le prêtre cité aujourd'hui devant vous vient répondre du refus de révélation fait au tribunal de Sarrebourg.

« Craignant de forfaire à ses devoirs et à sa conscience, en obtempérant aux exigences de la justice, il a consulté son chef hiérarchique, qui lui a interdit la révélation comme violentant les règles canoniques et compromettant, soit le ministère pastoral, soit l'honneur du corps sacerdotal. Un supérieur ecclésiastique a seul qualité et mission pour décider ce qui est confession ou ce qui ne l'est pas, pour prononcer si la révélation demandée était canoniquement légitime, et si conséquemment on pourrait la faire en conscience. Ce n'est point à des magistrats, bien que doctes, à se poser comme les interprètes des doctrines sacrées, ni à prononcer qu'une confidence faite au prêtre, est purement naturelle ou sacramentelle ; c'est à l'évêque seul à la décider. De là il suit que, si le chef ecclésiastique fait défense au curé de Lixheim de témoigner en justice, défense que celui-ci doit respecter sous peine d'insubordination, et peut-être même de suspension ou d'interdit, celui-là prend alors le refus sous sa protection et sa responsabilité. Dans cette dernière hypothèse, il ne resterait au ministère public qu'à interjeter appel, comme d'abus, de la défense épiscopale, au conseil d'Etat, qui viderait le conflit, et statuerait s'il y a eu ou non abus. Après avoir ainsi réprimé l'empiètement vrai ou prétendu de l'évêque sur les attributions du pouvoir judiciaire, le conseil d'Etat renverrait enfin le prêtre déposer en justice. Mais, en attendant, la cour est incompétente pour trancher le conflit et condamner un prêtre, dont tout le crime est d'obéir, et d'obéir légalement. Telle est la seule voie ouverte pour procéder convenablement au jugement et à la conclusion de cette affaire. Si, au contraire la cour voulait violenter la conscience du prêtre, en dépit de la défense de l'évêque, en dépit de la discipline qui confère à un supérieur ecclésiastique de droit de décider dans toutes les matières qui appartiennent au domaine de la conscience et du for intérieur, en dépit des articles organiques et du concordat qui reconnaissent la constitution de l'Eglise catholique en France, et lui assurent le droit de se gouverner selon les canons, il y aurait violation flagrante de la liberté des consciences et des cultes, proclamée par la charte, liberté qui ne serait en réalité que nominale, illusoire et menteuse. »

Telle est ce Mémoire sur une question aussi importante. Il nous paraît très-bien fait, et c'est le jugement qu'en a porté d'ailleurs un avocat distingué autant par ses études sérieuses que par ses principes religieux. Nous ajoutons ici les observations qu'il a bien voulu joindre à son approbation consciencieuse.

« L'art. 373 du code d'instruction criminelle dispense certaines personnes de révéler à la justice les secrets qui ne leur ont été confiés qu'à raison de leur